



SOMMAIRE :

Page 1 : Édito
Page 2/3 : Non à la subordination personnalisée au travail
Page 4/5 : Alerte solennelle Congrès Solidaires Biarritz 2022



Remue-méninges ?

Ce 18 mai, notre DG nous écrivait pour nous convier à un « remue-méninges » (évitons « brainstorming », ça sonne trop cabinet privé et c'est pas bien vu en ce moment) afin de définir ensemble les orientations stratégiques de la DGFIP pour les années à venir : le contrat d'objectifs et de moyens.

A grand renfort d'éléments de langage peu subtils et une dose de flatteries individualistes, il s'agit en fait de la rédaction du petit manuel de « Comment scier la branche sur laquelle vous êtes assis ».

Fruit d'une fulgurance matinale ? Projet mûrement réfléchi ? Diligente application d'ordres ? C'est à l'appréciation de chacun, mais visiblement, M. Fournel a déjà commencé le remue-méninges lui !

Ça doit phosphorer. La bête saigne mais c'est qu'il reste encore beaucoup trop de ces foutus fonctionnaires ! Le gouvernement a pourtant bien taillé dans le gras en 5 ans, mais comme il a d'autres ateliers découpe en vue, il a confié les finitions à son meilleur élève. Seulement voilà, pour avoir son image, notre DG va devoir faire fort, et sans écueils s'il vous plaît.

La question n'est pas tant quoi faire, pas besoin de réfléchir pour démolir, mais bien comment ?

Quand on s'est fait piétiner pendant 5 ans, et plus encore, c'est qu'on les voit venir les bulldozers ! Difficile de les faire passer pour un convoi humanitaire...

Et soudain, la lumière : et si on confiait le volant du Caterpillar (inc.) à quelques « élus » ? Full option, massif, surpuissant, grisant à faire baver d'envie ! Nul doute qu'une fois les clefs en mains, ça va dépoter ! Il y en aura toujours quelques-uns avec ce genre de vellétés. Et par un raccourci rapide, de clamer à tous qu'ils sont aux commandes...CQFD.

Des propres dires de notre DG, cela fait déjà un moment que le projet est en route. Au moins depuis mars. Le coup de la participation collective est éculé. Et trop souvent, c'est pour mettre en œuvre des décisions déjà prises qu'il est fait appel aux agents.

Depuis des années, rien de ce que disent les agents n'est entendu. Comment croire à ce revirement ?

Depuis des années, le saccage du service public. Comment croire à ce revirement ?

Depuis des années, le mépris des agents et des contribuables. Comment croire à ce revirement ?

Depuis des années, le mensonge et la duperie. Comment croire à ce revirement ?

Depuis des années, le démantèlement de la DGFIP. Comment croire à ce revirement ?

Si toutefois, M. Fournel, vous deviez être sincère dans votre démarche, voici un conseil, l'Idée, la vraie, et qui ne nécessite aucune réunion ou consultation, ça fera des économies, puisque vous aimez ça : Pour la feuille de route on reprend les dernières années. Même chose... en marche arrière !

**Pour nos missions, nos structures, nos emplois, notre rémunération,
notre reconnaissance, et notre service public.**

Non au simulacre participatif !

NON À LA SUBORDINATION PERSONNALISÉE AU TRAVAIL !

Dans tous les aspects de notre vie, la logique, la rationalité du calcul, du chiffre, de la quantité, de l'objectivation s'imposent désormais. En tant que consommateurs, usagers mais également et surtout travailleurs et travailleuses, nous sommes marqués du sceau de l'impuissance à intervenir sur les choix qui nous sont proposés, qui sont dictés notamment par le numérique.

Aujourd'hui, au travail, l'informatisation est en effet un puissant soutien de l'organisation taylorienne, que l'on pensait pourtant remise aux oubliettes.

Le credo de Frédérick Winslow Taylor (1856-1915) était que les ouvriers ne doivent pas détenir eux-mêmes les savoirs et qualifications nécessaires à leur travail, car ceux-ci représentent du pouvoir. En effet, les ouvriers peuvent, avec cette maîtrise, décider, seuls, des modalités de l'organisation de leur travail, sans se soucier d'une quelconque autre intervention dans leur domaine d'activité.

Taylor préconise donc un modèle d'organisation du travail (rationnelle et scientifique) pensée en dehors des ouvriers qui la mettent en action, ce qui les ravale au rang de simples exécutants.

Pour dissuader les travailleurs de vouloir décider sur leur lieu de travail, pour les convaincre que des expert(e)s sauront « mieux » qu'eux ou elles, le management a aujourd'hui une méthode infallible : le changement permanent.

Restructurations continues, renouvellement incessant des logiciels, mobilité systématique des personnels, etc. sont désormais les pratiques couramment utilisées aux Finances Publiques comme ailleurs, public et privé.

Les logiciels dépossèdent par ailleurs de plus en plus les utilisateurs de leurs compétences en les transformant en presse-boutons, ce qui génère frustrations mais également des blocages fréquents quand l'outil dysfonctionne ou des erreurs apparaissent : la solution ne peut plus se dénouer localement mais implique des interventions externes !

Les agents sont dès lors en insécurité professionnelle au quotidien...

Avec l'utilisation concomitante d'une novlangue (« Nouveau Réseau de Proximité » ... qui détruit en réalité les structures sur le terrain), anglaise de préférence (process, réingénierie, focus, benchmarking, datamining,...), qui associée à l'informatique, empêche l'exercice serein de ses fonctions.

Pour les managers, la modernité consiste à séparer strictement le concept de « travail » avec celui de contribution à la satisfaction des besoins d'autrui. Désormais, on doit travailler, y compris dans le secteur public, pour satisfaire des « clients », ce qui nous permet de nous réaliser en tant qu'« individus ».

Chacun exerce désormais des tâches individualisées, vides de sens, en s'abstrayant totalement de ce que devrait être le travail, à savoir un effort collectif pour réaliser un bien ou un service, satisfaisant un véritable besoin de la société.

Il s'avère que cette organisation tayloriste généralisée dans tous les secteurs, et singulièrement aux Finances Publiques, a multiplié les prescriptions, modes opératoires et

délais alloués, pensés abstraitement par des cadres supérieurs hors-sol et rémunérés pour mettre en pratique pareille dépossession. Nous ne disposons plus d'aucune marge de manœuvre, contraints d'obéir à des consignes formalisées par le management pour nous soumettre à leurs politiques destructrices du bien commun.

Il fut un temps où le collectif de travail pouvait contrebalancer ces tendances : les salariés, dans ce cadre, pouvaient affermir leur solidarité, leur œil critique, leurs aspirations à davantage d'autonomie, de liberté, de contestation et de sens au travail. Pour contrer ces velléités collectives, les décideurs vont substituer une motivation narcissique à l'altruisme. Chacun est ainsi désormais sommé de se recentrer sur lui-même, sur son travail en particulier, et surtout sur son « agilité » !

Or, ces préceptes méconnaissent totalement, et à dessein, les valeurs du service public, l'importance des collectifs pour la transmission, l'entraide, le soutien et l'identité au travail.

Aujourd'hui les managers veulent des « individualités », gérées et promues selon leurs « compétences », le « savoir être » qu'il s'agit d'entretenir et de développer au cours de sa carrière.

La reconnaissance du salarié est déterminée par sa seule hiérarchie et basée sur des critères émotionnels, favorisant une mise en concurrence généralisée des agents les uns avec les autres, ce qui crée chez ces derniers un immense sentiment de vulnérabilité, de solitude et d'isolement au travail.

Les primes, les salaires, les formations, les carrières, les fonctions sont individualisées pour l'ensemble des travailleurs que celles-ci et ceux-ci soient cadres ou agents d'exécution.

Les directions des « ressources humaines » vont vous aider à supporter cette perte de sens au travail, vous faire oublier la réalité de l'organisation du travail en vous proposant des séances de relaxation, de méditation, de numéros verts de soutien psychologique, etc.

La violence de cette organisation se mesure à cette concurrence institutionnalisée en vue d'accomplir une activité performante, pensée par d'autres, abstraite, à rebours des valeurs portées par les agents, notamment le service public et l'intérêt général, qui ne sont ni quantifiables, ni mesurables par algorithmes ou autres indicateurs.

Les agents des Finances Publiques comme les salariés sont aujourd'hui engoncés dans un lien de « subordination personnalisée » qui leur ôte toute possibilité de contester, critiquer, d'intervenir et d'exister en tant que professionnels.

Jusqu'où ira cette situation où les agents sont tenus de se donner corps et âme dans leurs fonctions malgré les tensions, les contradictions et les paradoxes insupportables qui les étouffent au quotidien ?

Jusqu'au jour où celles-ci et ceux-ci refuseront de continuer dans cette voie et demanderont à se réapproprier leur travail.

Soyez certains que Solidaires Finances Publiques accompagnera, soutiendra, incitera l'ensemble des agents des Finances Publiques à prendre conscience de cette odieuse aliénation et à exiger de toutes autres conditions de travail.



Alerte solennelle du congrès Solidaires Finances Publiques

Biarritz, 19 mai 2022

Pour une Direction générale Des Finances Publiques renforcée, reconnue et réhumanisée au service De l'intérêt Général, De la justice Fiscale, sociale et environnementale !

Solidaires Finances Publiques, 1er syndicat de la Direction Générale des Finances Publiques, vient de tenir son 33^e congrès à Biarritz (64).

Face à la démolition des services publics et au sentiment d'abandon de nombreux territoires ;
Face aux difficultés devant le tout numérique et le besoin d'aide et d'accompagnement de beaucoup de populations;

Face au démantèlement, à l'affaiblissement constant de la DGFIP et de l'enjeu du financement des politiques publiques et des solidarités :

Notre congrès a permis de nous doter d'une orientation afin d'agir pour plus de justice sociale et fiscale. Une orientation pour conquérir des droits nouveaux pour les agentes et agents, et défendre individuellement et collectivement chacun et chacune. Cette orientation s'appuie sur les fondamentaux revendicatifs de notre syndicat afin que la DGFIP reste au cœur de la vie des usagères et usagers (particuliers, professionnels, collectivités), au service de la justice fiscale, sociale et environnementale...

Pour nos missions :

Depuis plus de 20 ans, notre administration connaît des réformes organisationnelles devenues structurelles. Les choix politiques appuyés par des rapports divers vont dans le même sens : vider la DGFIP de ses missions pour mieux la brader, la liquider ainsi chacune de nos missions est remise en cause.

Solidaires Finances Publiques continuera à se mobiliser pour le maintien et le renforcement de l'ensemble de nos missions, qui sont indispensables au bon fonctionnement de l'État et garantes de la cohésion sociale. Solidaires Finances Publiques exigera les moyens pour assurer le fonctionnement de l'intégralité des missions et combattra toutes privatisations, externalisations nuisibles à l'intérêt général. Aussi, Solidaires Finances Publiques exige la réintégration de l'ensemble des missions confiées à des tiers avec les moyens humains et matériels y afférant.

Ces prochaines semaines nous défendrons celles qui sont au cœur des attaques du moment, notamment les services de gestion des impôts des particuliers et des professionnels, les services de la gestion publique, les services des missions cadastrales et foncières, le contrôle fiscal, les services informatiques, les services transverses et l'accueil de proximité.

Pour nos structures :

La DGFIP poursuit le massacre des services de proximité, et met en place une industrialisation des services sans précédent. Partout les usager·e·s particuliers et professionnels ou les collectivités locales soulignent les difficultés lourdes rencontrées dans le cadre de la mise en œuvre du « Nouveau Réseau de Proximité » : destruction du réseau de proximité, restriction forte des amplitudes d'accueil, difficultés devant la multitude d'interlocuteurs industrialisés (services de gestion, plateformes d'accueil à distance, services de « back-office » à distance) sur plusieurs missions.

Plus que jamais, nous revendiquons un service public de proximité, renforcé, de plein exercice, qui accueille l'ensemble des usagers et usagères selon les besoins. Car le service public doit s'adapter avant tout aux besoins de la population. Nous réaffirmons notre exigence d'un service public de qualité avec des agentes et agents sous statut, formés et protégés. Le public doit pouvoir trouver une structure DGFIP unique de proximité en capacité de répondre à leurs questions.

Pour nos emplois :

Après la suppression de plus de 24 000 emplois en dix ans, nous constatons un désastre après les mouvements de mutations nationales avec 6 287,4 emplois non pourvus (– 3 462,7 en C, –2476,7 en B et – 358 en A). Les discours de satisfaction et de communication de notre Directeur Général sur « l'effort de recrutement sans précédent » sont ainsi indécents et un signe de mépris de ce qui est et sera le vécu des agent·e·s et des services : des tensions extrêmes et expansives à venir pour exercer les missions confiées, du mal être au travail, un sentiment de ne pas pouvoir faire correctement son travail, des usagers qui ne seront pas accompagnés dignement...

Face à cette urgence, Solidaires Finances Publiques continuera de porter dans le débat public l'importance de recruter, conserver et former des personnels techniciens seuls garants d'un accueil de proximité, pour toutes et tous.

Face aux bouleversements induits par la loi de transformation de la Fonction Publique, Solidaires Finances Publiques continue de revendiquer le recrutement par concours. Nous nous opposerons à la précarisation des emplois induite par une contractualisation de masse. Solidaires Finances Publiques s'engage à défendre et à représenter l'ensemble des personnels de la DGFIP, cadres C, B, A, A+, agents Berkani et contractuels.

Nous nous donnons pour objectif de redonner du sens aux politiques publiques. Solidaires Finances Publiques, plus déterminé que jamais, porte toujours la nécessité de les refondre, en les finançant en partie par un système fiscal plus progressif, plus redistributif, moins complexe, tourné vers le « mieux d'impôt » consenti par toutes et tous et non le « moins d'impôt » qui profite avant tout aux plus aisés. Solidaires Finances Publiques continuera de mettre au cœur du débat public les sujets de la dette, des finances publiques, de la fraude et de l'évasion fiscales.

En réaffirmant nos valeurs et en renforçant nos revendications comme ce congrès nous l'a permis, nous serons plus fortes et plus forts encore.

De cette orientation, Solidaires Finances Publiques mettra tout en œuvre, dans l'unité, pour que cessent les « réformes » en cours qui affaiblissent nos missions, notre proximité, notre statut. Solidaires Finances Publiques considère qu'un changement de cap est nécessaire et incontournable à la DGFIP. Les missions qui nous sont confiées sont essentielles à l'intérêt général. Il est urgent que cela soit effectivement entendu et discuté à tous les niveaux politiques et administratifs.

Pour notre part nous ferons de cette bataille une priorité des prochaines semaines pour interpellier tant le nouveau Gouvernement que les nouveaux et nouvelles parlementaires et aussi les élu·e·s locaux de tous les territoires. Au-delà, un véritable débat doit s'engager avec les usagers et les collectivités pour garantir une administration utile et renforcée au service de l'intérêt général.

Plus que jamais nous sommes déterminés et mobilisés pour faire face. Nous mettrons toute notre énergie pour défendre notre service public de proximité et technicien ainsi que l'ensemble de ses agentes et agents pour aller vers une société plus juste, plus humaine et démocratique.

Solidaires Finances Publiques : un collectif une Présence, des Actes, des luttes !



*« Et par le pouvoir d'un mot Je recommence ma vie,
Je suis né pour te connaître Pour te nommer: LIBERTÉ »*



Paul Eluard

